

<p align="center">Procès - verbal de séance du conseil municipal Lundi 14 décembre 2009</p>

Convocation du 07 décembre 2009

L'an deux mil neuf, le quatorze décembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire de SIGOYER.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Mathieu, Clément Jean-Luc, Comte Sandrine, Dugelay Denis, Vincent Fernandez, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Para-Aubert Monique, Raizin Stéphane.**

Absents excusés représentés: **Gabanou-Paul Agnès représentée par Corine Modanese**
Duc Serge représenté par Stéphane Raizin

Absent en début de séance : **Garcin André,**

Secrétaire de séance : Vincent Fernandez.

Présents : 12 Votants : 14

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de note pour complément.

Ordre du jour :

- Recensement de la population 2010
- Organisation des activités hivernales aux Guérins
- Renouvellement du contrat enfance jeunesse avec la CAF
- Vente de terrain à M. Clair
- Décisions modificatives de fin d'exercice budgétaire
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents ainsi que le public, il propose de rajouter deux points à l'ordre du jour : dossier de demande de subvention DGE 2010 et convention ATESAT, puis il ouvre la séance :

• **Recensement de la population 2010 :**

La parole est donnée à Michel Meunier, coordonnateur communal, qui rappelle que le recensement de la population se déroulera du 21 janvier (date de référence) au 20 février 2010 ; les agents recenseurs désignés sont M. J-M Cornil et Mlle Colombine Noebes.

Il propose que les agents recenseurs soient rémunérés au prorata du nombre d'imprimés collectés (bulletins individuels, feuilles de logements) ou remplis (immeuble collectifs, bordereaux de district).

La commune dispose d'une dotation INSEE de 1452 € qui sera répartie entre les agents recenseurs, déduction faite des frais engagés par la commune.

Une indemnité de 60 € pour frais de déplacement sera allouée à chaque agent.

Les agents recenseurs seront, pour leur protection sociale, soumis à la réglementation du régime général de la sécurité sociale et affiliés à l'IRCANTEC pour la retraite complémentaire.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité

- Autorise le maire à signer les arrêtés de recrutement et à inscrire les dépenses afférentes aux opérations de recensement, au budget 2010.

- **Renouvellement du contrat enfance jeunesse avec la CAF :**

M. Le Maire rappelle le courrier du 23 octobre 2009 émanant du service d'action sociale, relatif au renouvellement du contrat enfance jeunesse

Il précise que la reconduction de ce contrat nécessite une délibération du conseil municipal autorisant le maire à signer le contrat "enfance jeunesse 2^{ème} génération

Le conseil municipal à l'unanimité

- Autorise le maire à signer le contrat "enfance jeunesse 2^{ème} génération.

- **Vente de terrain à M. Clair :**

M. Le maire rappelle que le conseil municipal, dans sa séance du 17 juin 2009 a décidé d'accéder à la demande de M. CLAIR Roger domicilié aux Guérins, concernant l'acquisition d'une parcelle communale de 48 m², à proximité de sa propriété afin d'y aménager une aire de stationnement pour son véhicule.

Il précise que M. Busin, locataire, a fait connaître qu'il ne s'y opposait pas.

Propose de céder à M. CLAIR une parcelle de terrain, située sur le domaine privé de la commune, d'environ **48 m²** au prix de **1€ le m²**

Après en avoir délibéré, Le conseil municipal, à l'unanimité

- Autorise M. le Maire à signer tous documents relatifs à cette vente, étant précisé que tous les frais (géomètre et notaire) seront à la charge de l'acquéreur. L'acte authentique sera signé chez Maître Marocco, Notaire à Tallard.

M. André Garcin, absent en début de séance, prend place.

- **Décisions modificatives de fin d'exercice budgétaire :**

La parole est donnée à Jacques Michalinoff pour la présentation des décisions modificatives, il s'agit exclusivement d'écritures d'ajustements de fin d'exercice.

DM 1 : Frais de scolarité à commune de Tallard (quartier des Parots) :

Désignation article		Crédits supplémentaires à voter	
N°	intitulé	dépenses	recettes
678	Autres charges exceptionnelles	+1578	
022	Dépenses imprévues	-1578	
		0	

Monsieur le Maire invite le conseil à voter ces crédits.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal vote les crédits ci-dessus

DM2 : réajustement sur le chapitre 042 compte 678 -(charges exceptionnelles / rente viagère) :

Désignation article			Crédits supplémentaires à voter	
Chapitre	Compte	intitulé	dépenses	recettes
042	678-	Charges exceptionnelles	+ 7100	
67	678	Charges exceptionnelles	- 7100	
			0	

Monsieur le Maire invite le conseil à voter cette décision modificative.
Délibéré et adopté par le conseil municipal

DM3 : Maison des associations opérations sous mandat / clôture du programme :

Désignation article		Crédits supplémentaires à voter	
Compte	intitulé	dépenses	recettes
2313-041	Immo. en cours constructions	432 576	
1321-041	Subvention état		75 600
1322-041	Subvention région		43 896
1323-041	Subvention département		99 500
1325-041	Subvention CCTB		3 082
238-041	Avances sur immo.		210 498
		0	

Monsieur le Maire invite le conseil à voter cette décision modificative
Délibéré et adopté par le conseil municipal,

DM4 : Budget de l'eau

Désignation article		Crédits supplémentaires à voter	
N°	intitulé	dépenses	recettes
6410	Charges de personnel	+150	
022	Dépenses imprévues	-150	
		0	

Monsieur le Maire invite le conseil à voter ces crédits.
Après en avoir délibéré, le conseil municipal vote les crédits ci-dessus

- **Organisation des activités hivernales :**

M. André Garcin présente les difficultés rencontrées pour la réparation de l'engin de damage, ce "Ratrac" datant des années 1970, il devient très difficile de trouver des pièces de rechange notamment pour ce point précis, des barbotins de chenilles. Le damage de la piste est la condition indispensable au fonctionnement de la station. Diverses solutions sont envisageables, mais compte tenu des déficits obtenus chaque saison, la solution à retenir devra être la moins onéreuse possible. M. Garcin propose l'achat d'un engin (récupération de pièces détachées) dans le champsaur pour environ 2000 euros ou le prêt d'un barbotin (dans le Queyras) sachant que sa remise en état, ainsi que la fabrication d'un nouveau barbotin coûteraient environ 1400 euros. Il propose de retenir la première solution, considérant que d'autres pièces détachées pourront servir dans les années à venir et que la revente du moteur pourrait rapporter au minimum 500 euros. Les conseillers valident sa décision.

La commission communale de sécurité se réunira samedi 19 décembre 2009 à 11 heures au col des Guérins, sous la présidence de Vincent Fernandez ; dans l'attente de la préparation et de la signalisation des pistes, la commission devra vérifier le ré-enclenchement automatique de détecteurs de déraillement de téléskis et préciser les mesures à prendre pour remédier aux défauts. (note BIRM /bureau interdépartemental des remontées mécaniques du 03 novembre 2009)

Matthieu Allain Launay rappelle qu'une décision devait être prise quand à la situation du grand télési à l'arrêt depuis dix ans, il précise qu'il est favorable au démontage, son

redémarrage n'étant pas envisageable sans une complète révision dont le coût serait prohibitif pour la collectivité, la majorité des conseillers semblent suivre cette option ; M. le Maire insiste pour que ce démontage soit argumenté dans le cadre d'une étude (à voir avec le conseil général) sur les possibilités d'évolution de la station.

- **DGE 2010 (Dotation Globale d'Equipement) :**

Le Maire rappelle à l'assemblée que la chapelle Saint Laurent, édifice du XIème siècle, a fait l'objet d'un programme de sauvegarde et de rénovation sur plusieurs années.

Les travaux de sauvegarde entrepris en 1978 ont permis d'en assurer la pérennité avec la consolidation du bâti et la réfection de la toiture.

Les tuiles d'origine ayant été conservées, la couverture, malgré un entretien régulier, ne peut plus être maintenue (tuiles corrodées et poreuses). Il conviendrait alors de la remplacer entièrement pour garantir la préservation de la voûte et de l'ensemble du bâti.

Il propose de solliciter l'aide de l'état au titre de la DGE 2010, conformément au plan de financement ci- dessous :

Dépenses	Financement
Montant des travaux HT..... 24 379	Aides publiques <input type="checkbox"/> DGE 2010. (60%)14 627
TVA 19.6 %.....4 778	Autofinancement dont TVA récupérable..... 14 530
Montant TTC29 157	Montant TTC 29 157

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- Approuve le projet et le plan de financement
- Autorise Monsieur le Maire à solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes l'aide de l'état au titre de la DGE 2010
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette opération

- **Convention ATESAT :**

Monsieur le Maire rappelle que la convention ATESAT en cours expire au 31/12/2009.

Dans ces conditions, il propose au conseil municipal de l'autoriser à signer une nouvelle convention avec l'Etat afin de pouvoir bénéficier de l'Atesat comprenant :

1- La mission de base composée des éléments suivants :

- Assistance à la gestion de la voirie et de la circulation
- Assistance pour l'entretien et les réparations de la voirie, à la programmation des travaux, à la conduite d'études, à la passation des marchés de travaux et à la direction de contrats de travaux.
- Assistance à la conduite des études relatives à l'entretien des ouvrages d'art intéressant la voirie ou liés à son exploitation.
- Assistance à la définition des compétences à transférer à un groupement de communes
- Domaines de l'aménagement et de l'habitat : conseils sur la faisabilité d'un projet ainsi que sur les procédures et démarches à suivre pour le réaliser.

Mission de base (€) : 171.90

2- Les missions complémentaires optionnelles :

- L'assistance à l'établissement de diagnostics de sécurité routière
- La gestion du tableau de classement de la voirie
- L'assistance à l'élaboration de programmes d'investissement de la voirie

- L'étude et la direction des travaux de modernisation de la voirie

Missions complémentaires optionnelles (€) : 8.60 chacune

Compte tenu de l'étendue des compétences, aucune mission complémentaire ne sera retenue

Monsieur le Maire précise également que cette convention, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2010, pourra être reconduite tacitement pour les années 2011 et 2012, avec revalorisation suivant index ingénierie. Elle pourra être résiliée par la commune ou l'état moyennant un préavis de six mois.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'affecter au règlement de la convention l'enveloppe financière correspondante (171.90 €)
- D'autoriser le maire à signer la convention avec l'Etat, sur la base des missions définies et retenues ci-dessus.

• Questions diverses :

Recrutement du personnel :

M. le Maire rappelle le départ de Mme Arthaud, agent technique, au 1^{er} janvier 2009 et les restrictions médicales de Mme Raïevski qui l'obligent à une réorganisation du temps de service (annualisé). Les temps de service "assistance à l'institutrice de maternelle" ainsi que l'entretien des locaux communaux seront répartis de la façon suivante :

- 2 temps de service pour l'école : 16 heures chacun / moyenne hebdo
- 1 temps de service pour l'entretien des locaux : 14 heures /moyenne hebdo

Il convient de recruter deux personnes pour assurer ces services, l'appel de candidature se fera par voie d'affiche sur commune et CCTB, envois d'annonces au centre de gestion et pôle emploi service.

L'intérim sera assuré par Mmes Arthaud et Renchet (qui complète actuellement le temps de service de Mme Raïevski).

Risques naturels :

Des autorisations de construire sont refusées par l'instruction des services DDE, conformément à la cartographie informative des phénomènes naturels à risques présents sur la commune; cette cartographie des risques, élaborée en décembre 2008 n'est pas un PPR (qui vaut servitude), mais doit constituer une aide à la prise en compte des risques dans les projets de développement et d'urbanisation de la commune, or, pratiquement tout le territoire communal est soumis à des risques...Le maire demande que l'instruction des permis et autorisations à construire soit seulement soumise à la carte d'aléas et au (ZUR) zonage urbanisation et risques étudié par le service de RTM, documents annexés au Plan Local d'urbanisme approuvé le 15 janvier 2008.

Le service d'aménagement Urbanisme et logement (SAUL) de la DDE consent à reprendre l'étude des secteurs qui semblent être contestables. Le pointage devra être effectué par la collectivité, méthode plutôt illogique pour certains conseillers, l'étude générale ayant été faite à la demande de la DDE.

Réorganisation territoriale et taxe professionnelle :

Une motion de protestation a été votée à l'assemblée générale de l'association des Maires 05 et sera proposée lors du conseil communautaire de la CCTB.

Arrêté municipal - règlement de propreté et de sécurité des voies et espaces publics :

Il a été pris le 07 décembre 2009 et édicte les droits et obligations des riverains concernant l'entretien et le nettoyage des voies publiques et trottoirs, et le risque de déchargement des toitures. (Les propriétaires ayant l'obligation de prendre toutes dispositions afin d'éviter le déchargement de leurs toitures sur le domaine public).

Réunions diverses :

M. le Maire fait état de toutes les réunions auxquelles il doit assister :

- 15 décembre : schéma touristique de Cézube et en profitera pour rencontrer les élus de Manteyer et leur faire part de la suite à donner à l'affaire de Cézube /TA, Matthieu Allain-Launay propose de l'accompagner.
- 16 décembre : CAO/CCTB pour groupement de commandes assurances
- 16 décembre : réunion publique Jean-Michel Arnaud, conseiller général
- 17 décembre : conseil communautaire à Vitrolles
- 21 décembre : réunion de M. Pierre Bernard Reymond, sénateur

Questions des conseillers municipaux :

Stéphane Raizin attire l'attention sur la fermeture programmée de la troisième classe à la prochaine rentrée scolaire et rappelle qu'une réunion est organisée vendredi 18 à 17 heures avec toutes les parties prenantes (enseignants, parents, élus).

Décharge de Baudon :

Des végétaux sont régulièrement jetés sur la berge du torrent de Baudon avec débordement sur la route départementale, sur un terrain privé, il serait souhaitable d'intervenir auprès du propriétaire pour éviter ces dérives.

La parole est donnée au public : pas de question.

La séance est levée à 22 H 35

M. Le maire invite les membres du conseil et le public à partager le verre de l'amitié et offre les gâteaux de soirée, à l'occasion du dernier conseil de l'année 2009.

• Délibérations du conseil municipal :

- Contrat enfance jeunesse
- Vente de terrain à M. CLAIR Roger
- Recrutement et rémunération des agents recenseurs
- Décision modificative – frais de scolarité
- Décision modificative - (rente viagère)
- Décision modificative – maison des associations (écritures de clôture)
- Décision modificative - budget de l'eau
- DGE 2010 – Chapelle Saint Laurent - remplacement de la couverture
- Convention ATESAT (Assistance Technique fournie par l'Etat pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire) à passer avec les services d'état-direction départementale de l'équipement des Hautes-Alpes.